



Rapport de la mission de monitoring de protection dans les départements de Téra et Bankilaré, région de Tillabéri, Niger

2- 3 mai 2018

I- Contexte et objectif de la mission

Tout comme les départements d'Abala, d'Ayorou, de Banibangou et de Ouallam, les départements de Bankilaré et Téra sont concernés par la situation d'insécurité qui prévaut actuellement dans les bandes frontalières avec le Mali et le Burkina-Faso. Le département de Bankilaré est situé au nord-ouest de la région de Tillabéri, il est délimité au sud par le département de Téra, à l'est par celui d'Ayorou, et au nord-ouest par la commune rurale de Gorouol (Téra) frontière avec le Mali et à l'ouest par le Burkina Faso. La commune de Téra est située à l'ouest de la région de Tillabéri et fait frontière avec le Burkina Faso à l'ouest au sud, à l'est par le département de Tillabéri et au Nord (Gorouol) avec le Mali.

La situation sécuritaire actuelle dans ces départements est relativement calme. Toutefois, au cours de ces derniers mois, plusieurs cas d'incursions et exactions des groupes armés non identifiés et des bandits armés ont été rapportés dans la bande frontalière nigéro-malienne et nigéro-burkinabé et sur les axes commerciaux vers le Burkina. Il faut aussi garder à l'esprit les tensions intercommunautaires endogènes dans la zone.

Si au niveau de la frontière nigéro-burkinabé, la situation sécuritaire est plus ou moins maîtrisée grâce à une présence des militaires du G5 Sahel et les forces de défense et de sécurité du Burkina, il n'en demeure pas moins que la frontière souffre encore des quelques attaques des coupeurs de route menées de façon sporadique sur des voyageurs et transporteurs. Ceci n'est pas le cas dans la partie frontalière avec le Mali, où l'absence de l'Etat au-delà de la frontière ne facilite pas le travail des FDS nigériens.

Suite à cette situation sécuritaire instable, des mouvements des éleveurs maliens ont été rapportés vers les villages et hameaux du département de Bankilaré ainsi qu'une possible migration des éléments des groupes armés non étatiques actifs dans le nord mali vers les

zones boisées visées à cause de son couvert végétal. C'est dans le cadre des activités de monitoring de protection, qu'une équipe conjointe d'UNHCR et ANTD a effectué une mission conjointe d'évaluation de protection le 2 et 3 mai 2018 dans les départements de Bankilaré et Téra.

L'objectif global de la mission était d'avoir un aperçu de la situation de protection des populations, et de façon spécifique :(i) d'identifier les problèmes et risques de protection dont les populations sont confrontées ; (ii) de mieux appréhender l'impact de la situation d'insécurité transfrontalière actuelle (Niger- Mali et Burkina-Faso) sur la population desdits départements.

II- Méthodologie

La méthodologie utilisée était des entretiens avec les informateurs clés et les discussions de groupe avec les leaders communautaires, les groupes d'hommes, femmes et jeunes sur les thématiques de protection, qui sont: sécurité et bien-être, mouvement de la population, accès aux services sociaux de base, la violence basée sur le genre, la protection de l'enfance, et la cohésion sociale.

III- Déroulement de la mission

La mission s'est déroulée du 2 au 3 mai 2018. L'équipe de la mission était composée de quatre personnes des structures suivantes (3 de l'UNHCR, 1 d'ANTD). A l'arrivée à Tera, l'équipe a eu une séance de travail avec les autorités administratives et sécuritaires du département pour présenter les objectifs, les résultats attendus et solliciter leur appui pour le bon déroulement de la mission. Une séance de travail a été faite au sein de la préfecture de Tera avec les autorités administratives et communales (S/G de la Préfecture et le Maire de la commune de Tera). Ensuite, s'en est suivie une rencontre avec les responsables des forces de défenses et de sécurité (gendarmerie, garde républicaine, police), des visites sur le terrain, les discussions de groupes,

des entretiens individuels avec les populations et les informateurs clés. Le 3 mai 2018, la mission s'est rendue à Bankilaré, où les activités similaires ont été réalisées.

IV- Résultats obtenus

En principe, tous les secteurs sont affectés par l'insécurité qui prévaut au niveau des frontières du Mali et du Burkina: la sécurité, la santé, la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, l'eau-hygiène et assainissement, la protection.

Les principales préoccupations soulevées par la population des zones visitées sont : l'insécurité dans les zones frontalières avec le Burkina et le Mali, la réduction des moyens de subsistance, (approvisionnement et l'écoulement des denrées diverses, les restrictions liées à l'état d'urgence), la hausse de prix, l'accès aux soins de santé (surtout la nuit), l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire, la libre circulation et le coût du transport, le mouvement du bétail (transhumance), le risque de recrutement de jeunes par les bandes armées, les conflits intercommunautaires.

A- Sécurité et bien être

Il est ressorti des entretiens avec les différents groupes que la situation sécuritaire est relativement calme et s'est nettement améliorée dans les départements de Bankilaré et Téra du fait d'une forte présence des militaires dans cette zone (G5 Sahel, FDS). Il est à noter que l'état d'urgence instauré par le gouvernement dans cinq départements de la région nord Tillabéri concerne aussi le département de Bankilaré (couvre-feu à partir de 21h, pas de circulation de véhicule ni moto à partir de 18h etc.).

Au cours des différentes rencontres avec les autorités administratives et sécuritaires y compris le lieutenant de l'opération G5 Sahel en charge des actions civilo-militaire à Bankilaré, il est ressorti que la commune de Bankilaré couvre une superficie de 6000 km². Le fuseau centre du G5 Sahel est dirigé par un chef d'état-major nigérien qui coordonne les opérations au Burkina Faso, au Niger et au Mali avec trois bases au Niger (Pételkolé située à 2 km de la frontière du Burkina Faso, Wanzarbé, et Bankilaré) et font des patrouilles jusqu'aux localités du département d'Ayrou frontalière avec le Mali (contingent nigérien uniquement à ce jour).

Il est ressorti des différents entretiens que les menaces actuelles du point de vue sécuritaire sont la criminalité et le terrorisme plus accentué dans les localités frontalières avec le Mali, le Burkina et dans le triangle de (Pételkolé, Tinabofé, Foneko), et les localités de Gorouol, Pételkolé Dolbel au Niger. Il a été rapporté

que les localités citées ci haut constituent aujourd'hui une zone de repli, un nid de cache des éléments des groupes armés et des caches d'armes à feu du fait de la présence d'un cours d'eau permanent qui sépare ces localités et d'une zone boisée (source sécuritaire).

À Téra, une réunion de sécurité s'est tenue au mois de mars 2018 avec les autorités administratives et sécuritaires à l'issue de laquelle les participants ont identifiés les zones et itinéraires frontaliers non sécurisés du département de Téra et de ses voisins Gothey et Toro-di en proie aux incursions et attaques des bandits afin de renforcer les patrouilles (voir carte ci-dessous).

Selon les sources sécuritaires, la majorité des villages concernés sont tous contrôlés par les FDS du G5 Sahel, malgré la persistance des incursions, attaques et infiltrations. Le financement de la construction d'un pont sur le Gorouol est en cours pour renforcer la couverture de la zone pendant la saison hivernale qui est une période propice aux activités des groupes armés.

Pour renforcer leur acceptation et la collaboration avec la communauté, le G5 Sahel a prévu des actions rapides ainsi que les activités de coexistence pacifique entre les communautés. Les autorités sécuritaires et le G5 Sahel ont mentionné la nécessité de renforcer les capacités des FDS sur les thématiques de protection et d'autres thématiques de droits de l'homme.

En ce qui concerne le bien-être, les personnes interviewées ont décrit les conditions difficiles dans lesquelles vit la population de ces zones. Bien que les marchés ne sont pas fermés dans ces deux départements, la réduction des activités socioéconomiques dans les zones frontalières ainsi que la difficulté qu'ont plusieurs personnes à assurer leurs moyens de subsistance car vivant essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et des échanges commerciaux avec le Mali et le Burkina.

Le problème de transport se pose avec acuité depuis la restriction pour les véhicules et motos de circuler à certaines heures et certains endroits, voire l'interdiction totale de circulation rendant ainsi difficile l'accès aux services sociaux de base, l'approvisionnement et l'écoulement de denrées diverses. On assiste ainsi à une hausse des produits de première nécessité suite à la limitation du trafic transfrontalier.

En ce qui concerne l'élevage, il a été rapporté une forte pression sur les ressources naturelles du fait de la transhumance précoce très importante cette année suite à l'insécurité dans d'autres zones de la région qui devient source de tension intercommunautaire.

B - Mouvements de population

NIGER: VILLAGES SUIVIS DANS LES 5 DEPARTEMENTS SOUS ETAT D'URGENCE DANS LA REGION DE TILLABERI

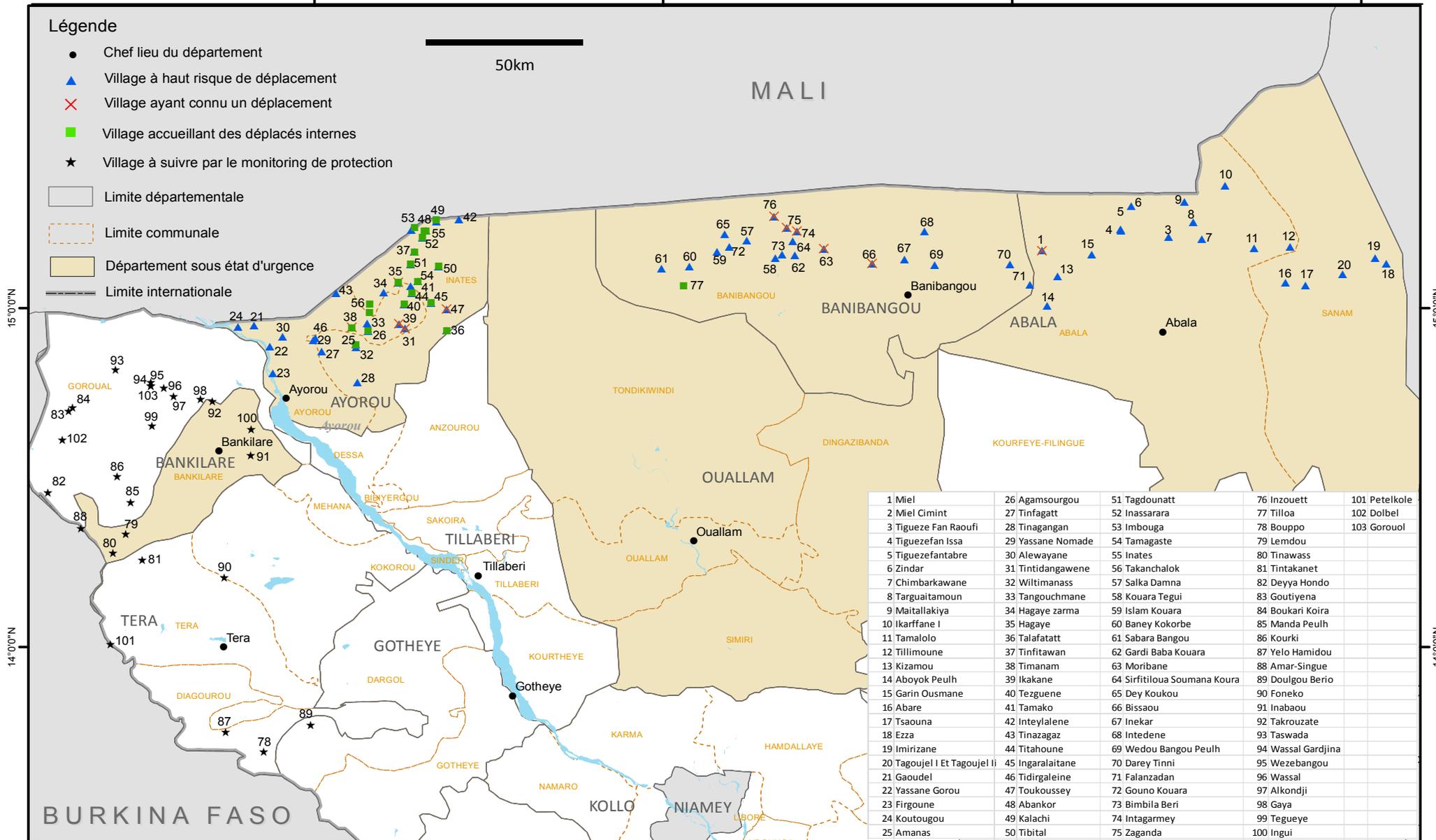
Au 5 mai 2018

1°0'0"E

2°0'0"E

3°0'0"E

4°0'0"E



1 Miel	26 Agamsourgou	51 Tagdounatt	76 Inzouett	101 Petelkole
2 Miel Cimint	27 Tinagatt	52 Inassarara	77 Tilloa	102 Dolbel
3 Tigzeze Fan Raoufi	28 Tinagangan	53 Imbouga	78 Bouppo	103 Gorououl
4 Tigzeze fan Issa	29 Yassane Nomade	54 Tamagaste	79 Lemdou	
5 Tigzeze fantabre	30 Alewayane	55 Inates	80 Tinawass	
6 Zindar	31 Tintindangawene	56 Takanchalok	81 Tintakanet	
7 Chimbarkawane	32 Wiltimanass	57 Salka Damna	82 Deyya Hondo	
8 Targuaitamoun	33 Tangouchmane	58 Kouara Tegui	83 Goutiyena	
9 Maitallakiya	34 Hagaye zarma	59 Islam Kouara	84 Boukari Koira	
10 Ikarffane I	35 Hagaye	60 Baney Kokorbe	85 Manda Peulh	
11 Tamalolo	36 Talafatatt	61 Sabara Bangou	86 Kourki	
12 Tillimoune	37 Tinfitawan	62 Gardi Baba Kouara	87 Yelo Hamidou	
13 Kizamou	38 Timanam	63 Moribane	88 Amar-Singue	
14 Aboyok Peulh	39 Ikakane	64 Sirfitiloua Soumana Koura	89 Doulgou Berio	
15 Garin Ousmane	40 Tezguene	65 Dey Koukou	90 Foneko	
16 Abare	41 Tamako	66 Bissaou	91 Inabaou	
17 Tsaouana	42 Inteylalene	67 Inekar	92 Takrouzate	
18 Ezza	43 Tinazagaz	68 Intedene	93 Taswada	
19 Imirizane	44 Titahoune	69 Wedou Bangou Peulh	94 Wassal Gardjina	
20 Tagoujel I Et Tagoujel II	45 Ingaralaitane	70 Darey Tinni	95 Wezebangou	
21 Gaoudel	46 Tidirgaleine	71 Falanzadan	96 Wassal	
22 Yassane Gorou	47 Toukoussey	72 Gouno Kouara	97 Alkondji	
23 Firgoune	48 Abankor	73 Bimbila Beri	98 Gaya	
24 Koutougou	49 Kalachi	74 Intagarmey	99 Tegueye	
25 Amanas	50 Tibital	75 Zaganda	100 Ingui	

Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 8/5/2018 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TILLABERI_ETAT_URGENCE_5_MAI_2018
 Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>

Selon les autorités et les personnes interviewées, aucun mouvement massif de population interne n'a été signalé jusqu'à ce jour dans les deux départements-seul quelques ménages (13 ménages) venant du Mali ont été rapportés à Amarssingué 80 km à l'ouest de Tera. La plupart des mouvements de populations actuels sont liés à la transhumance qui a été précoce cette année due à l'insécurité dans les localités frontalières avec le Mali et le Burkina, aux cas de vols de bétails et la pression sur les ressources naturelles, au déficit fourrager sur les axes de pâturages.

Le fait de la présence du G5 Sahel avec plusieurs patrouilles réparties sur la frontière et dans les villages renforce la sécurité des populations et réduit les incursions, menaces et exactions des groupes armés et bandits.

Le groupe des femmes interviewées estime que leurs mouvements sont limités. Ceci est dû aux mesures liées à l'état d'urgence, à la présence de plusieurs groupes armés non étatiques à la frontière malienne et burkinabé, à la présence des bandits armés sur les axes commerciaux.

L'analyse faite par les autorités et de point focaux communautaires de protection suite à la situation d'insécurité transfrontalière est que la tendance observée actuellement est une probable migration ou de repli des éléments armés du nord Mali et Burkina vers les localités propices (forêts, cours d'eau..) des départements de Bankilare et Tera très peu couverts par les FDS. C'est ainsi que ces localités ont été identifiées et feront l'objet de renforcement de patrouille par les FDS et le G5 Sahel, et feront l'objet d'un suivi régulier à travers les activités de monitoring de protection (voir carte ci-dessus villages à suivre).

C- Incidents de protection au cours des quatre derniers mois (janvier à avril 2018)

Lors des discussions de groupes et entretiens, plusieurs cas d'incidents de protection ont été signalés dans les localités des départements de Tera et Bankilaré. Ces cas n'ont pas été documentés car les activités de monitoring protection ne sont pas effectives dans cette zone actuellement

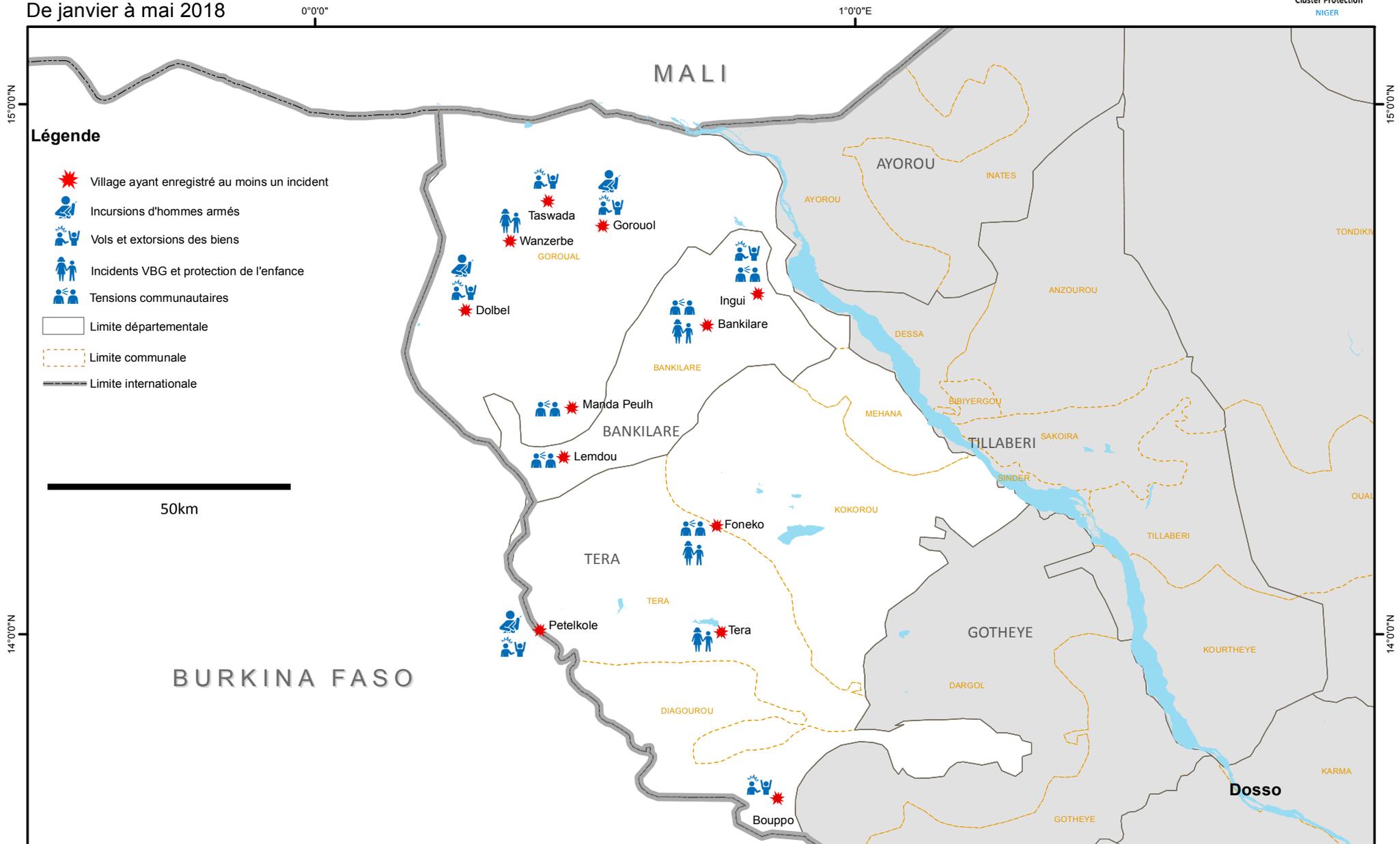
Ces incidents rapportés sont entre autres:

- Les cas de vols et extorsions de biens par les bandits armés sur les axes vers les marchés hebdomadaires et axes commerciaux Burkina et Mali
- Des cas de vols ciblés chez les grands commerçants par les bandits armés
- Les cas d'incursions d'hommes armés à Gorouol, Petelkoli, Dolbel
- Les cas de tensions entre les éleveurs autour des points d'eau, entre éleveurs et agriculteurs

- Des cas d'agression sexuelle (auteur membre de la communauté et inconnus)
- Des cas d'agressions physiques par les bandits armés
- Plusieurs cas de sexe de survie, les auteurs sont en majorité les militaires (un bataillon militaire dans la zone de Bankilaré et Tera).

REGION DE TILLABERI: INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES DEPARTEMENTS DE TERA ET BANKILARE

De janvier à mai 2018



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 7/5/2018 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TERA_BANKILARE_INCIDENTS_5_MAI_2018
 Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>

D- VBG

Lors des entretiens avec les femmes et les filles, il est ressorti l'existence des cas de viols et agressions sexuelles, des cas de mariages précoces/ forcés (2 cas de viols par les hommes inconnus). Les auteurs seraient les membres de la communauté. La militarisation de la zone est un facteur de risque de VBG pour les adolescentes et femmes, ainsi que le sexe de survie avec ces conséquences (IST/VIH, grossesse non désirée, etc.).

Les femmes et filles des localités frontalières avec le Burkina (Amarsingue, Lemdou, Betelkoli) parcourent une distance de 3 à 5 km pour atteindre le village le plus proche du Burkina où elles peuvent puiser suffisamment de l'eau, et certaines femmes du village de Tarakou (40 km de Tera) passent la nuit au niveau de point d'eau pour pouvoir avoir de l'eau ce qui les expose aux viols et agressions sexuelles.

E- Protection de l'enfance

Les cas de protection de l'enfance identifiés lors de cette visite sont principalement des cas de mariage d'enfants lié aux aspects traditionnels, l'exploitation socio-économique des enfants, la déscolarisation ou abandon scolaire des enfants; les violences sexuelles sur mineur pas dévoilées et gérées de façon traditionnelle particulièrement chez les peulhs et touaregs, la délinquance juvénile (prise de stupéfiants, bagarre).

La situation des enfants talibés est problématique dans ces zones. Les enfants se voient obligés de suivre leurs marabouts à pied vers les gros centres où ils sont exposés à tous les risques possibles accident, maladie, exploitation économique, délinquance, mendicité forcée et autre.

Dans ces zones, les sites aurifères sont des lieux d'attraction des couches vulnérables dont les enfants. Ces derniers abandonnent l'école pour se retrouver sur ces sites où ils vont s'exposer à plusieurs risques travail des enfants, exploitation économique, maladies, agressions sexuelles...

Le phénomène de l'exode rural est également très fréquent dans ces zones. Plusieurs enfants abandonnent vite l'école pour se retrouver dans les villes où ils vont travailler comme domestique et faire face ainsi à plusieurs risques exploitation par leurs patrons, plusieurs enfants sont en conflit avec la loi suite à des cas de supposition de vol ou autres délits, délinquance (plusieurs enfants en prison à Tera).

F- Cohésion sociale

Les départements de Bankilare et Tera sont peuplés de populations d'ethnies touaregs, songhay, haoussa, djarma, peulh, tamasheq, mossi avec une longue tradi-

tion sédentaire pratiquant les cultures pluviales et les cultures de décrue aux abords du cours d'eau dénommé Gorouol, et de groupes de populations peulhs et touaregs autrefois éleveurs nomades, sédentarisés et tournés vers l'agriculture pour la majorité.

Lors des discussions de groupe, il ressort que la cohésion sociale est l'une des problématiques de protection les plus importantes dans le département de Bankilare. Les différents types de conflits qu'on rencontre sont liés à l'accès à l'eau de boisson pour la population et les animaux et aux pâturages (entre éleveurs), conflits entre agriculteur et éleveurs pendant la saison hivernale, dû aux dégâts champêtres, aux rapports sociaux et aux activités économiques.

Les bagarres autour des points d'eau sont liés au nombre important des personnes en besoin d'eau sur les robinets et le manque des points d'eau posturaux. Les points d'eau ne sont pas fonctionnels qu'une heure de temps par jour.

Ces conflits sont exacerbés par l'existence de plusieurs communautés (touaregs, songhai, djarma, tamasheq, peulh, haoussa, mossi), la gestion des ressources naturelles, l'affluence d'un important effectif de transhumants du Mali et Burkina.

Ces conflits sont en général gérés par les autorités coutumières et administratives. Les mécanismes de résolution des conflits sont fonctionnels et respectés car les leaders religieux et coutumiers sont écoutés par la population. Les modes de gestion ou de règlement qui sont utilisés sont : le rapprochement, l'arbitrage, la négociation, la conciliation, la médiation et le jugement pour les cas graves ayant conduit pour a des meurtres.

Plusieurs structures communautaires ont été mise en place par le gouvernement, la communauté elle-même, et le projet REGARDS (renforcement de l'engagement communautaire pour la gestion alerte des risques de déstabilisation sociales et sécuritaires) sont fonctionnelles et contribuent à la prévention et la gestion des conflits : Le COFOB (comité foncier de base), le réseau des leaders communautaires, et le SCAP-RU (système communautaire d'alerte précoce et réponse aux urgences), l'association des éleveurs, les associations de femme.

G- L'accès aux services sociaux de base et moyens de subsistance

Accès à l'éducation: Lors de l'entretien avec les personnes ressources, ils ont mentionné l'amélioration de la fréquentation scolaire cette année en particulier des filles, grâce aux multiples sensibilisations faite

par la direction départementale de l'enseignement primaire et secondaire, et d'autres acteurs; des cas de déscolarisation des jeunes au profit des activités aurifères des localités de Amarssingué, Lemdou, Weyzebangou, Kolman, Tarkou Takou, des cas d'abandons scolaires liés aux problèmes de tutorat pour les élèves des collèges ruraux vivants loin de leurs écoles Bégorou Tondo, Diagourou, Sataman, Doungouro Les cas mariage d'enfants ralentissent l'accès éducatif notamment des filles.

Selon les responsables éducatifs interviewés, un problème crucial de faible rendement scolaire se pose avec acuité dans ces zones du fait du faible niveau des enseignants. Pour les parents d'élèves et les élèves c'est surtout leur mobilité qui constitue l'un des facteurs clés puisqu'ils ne restent quotidiennement sur leurs lieux de travail (manque de paiement des pécules, manque de contrôle de leur supérieur hiérarchique). Ils estiment par ailleurs que le problème d'eau et l'insécurité alimentaire conjoncturelle que vivent les populations constituent un facteur limitant l'accès à l'éducation des enfants.

Accès à la santé:

Il a été rapporté une amélioration de la prise en charge médicale à Bankilare et Tera grâce aux efforts du ministère de la santé et du CICR qui fournit une assistance au centre de santé intégré de Bankilaré, afin d'améliorer l'accès des populations à des soins de santé. Les populations des villages (les hameaux Bégorou, Tondo, Banibangou, Bouppo, Alkondji) ont des difficultés d'accès aux services de santé dû à la distance au CSI ou postes de santé. L'approvisionnement en médicaments au différents CSI est fréquent et les ruptures sont moins observées.

Sécurité alimentaire :

La principale activité des populations de la commune est agropastorale. Mais la mauvaise production agricole actuelle est dû aux aléas climatiques qui rendent difficile l'accès à l'eau et aux pâturages.

Cette situation prédispose les habitants de la commune à un déficit céréalier chronique et plusieurs cas de malnutrition sont observés chez les enfants de 0-5 ans, les femmes enceintes, les personnes âgées et autres personnes à besoins spécifiques.

Accès aux moyens de subsistance:

Dans les départements de Bankilare et Tera, les populations pratiquent en majorité les activités de cultures céréalière, d'élevage, de commerce et autres trafic vers le Mali et le Burkina et vers d'autres départements de la région de Tillabéri. Cependant, suite à la crise ma-

lienne, ces échanges se sont estompés. Les régions les plus à risque pour les commerçants sont les zones de Téra (côté frontière burkinabé) et Ouatagouna/ Tin Hama (côté malien).

Les mesures de l'état d'urgence en cours, l'activisme des groupes armés non étatiques qui commettent des vols / pillages/ extorsions de biens dans certaines localités et sur les axes commerciaux réduit les échanges commerciaux entre le Mali et Burkina, les restrictions de mouvement suite à l'état d'urgence réduisent considérablement les moyens de subsistance des populations plus accentué dans le département de Bankilaré.

V- Recommandations

Recommandations	Responsables
- Renforcer les patrouilles dans les localités de Gorouol et Petelkoli sujets d'incursion des groupes armés	Coordination CIVMIL
- Renforcer les capacités des autorités administratives, locales et sécuritaires sur les thématiques de protection	Cluster Protection
- Poursuivre les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique	Acteurs de protection/Gouvernement
- Renforcer les activités de monitoring de protection dans ces deux départements	ANTD/DRC
- Renforcer des campagnes de sensibilisation sur la prévention des abus, exploitations des enfants, sur les violences basées sur le genre (mariages d'enfant) sur les questions de droits de l'enfant	Sous-groupe de travail protection de l'enfance
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les sensibilisations sur le mariage précoce, les conséquences des infanticides (7 filles de -de 25ans en prison a Tera pour infanticide) - Sensibiliser les femmes et jeunes filles sur leurs droits en ce qui concerne le mariage et les possibilités de divorce selon les textes de loi en vigueur au Niger - Sensibiliser les jeunes filles sur la santé reproductive, les risques des avortements de grossesse non désirées, les VBG (viols et agressions sexuelles) - Renforcer les capacités des personnels des CSI de Bankilare et Tera sur le VBG et la gestion clinique des cas de viol et agression sexuelle et doter les CSI des kits PEP et kits de dignité 	Sous-groupe de travail VBG
- Renforcer les sensibilisations aux filles et femmes sur la sante de la reproduction, les IST/VIH	Cluster santé
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sensibilisation des parents sur l'utilité et l'importance du maintien des enfants à l'école, et sur la scolarisation des filles - Poursuivre la sensibilisation et le suivi des cas d'abandon scolaire et la scolarisation des filles - Sensibiliser le personnel enseignant sur les VBG en milieu scolaire - Renforcer et appuyer le système de tutorat pour les élèves des collèges ruraux - Renforcer la capacité pédagogique du corps enseignant 	Cluster éducation
- Appuyer les agriculteurs en semences, en récupération des terres, en engrais et pesticides pour la prochaine saison agricole	Cluster SECAL